

inférieur à celui que l'ouvrier de Toronto touche aujourd'hui. Voici la suite de l'éditorial:

Son budget qui ne se situe pas dans le présent est aussi inflationniste. Les lourdes dépenses gouvernementales sont toujours présentes. On aurait dû y faire des coupures considérables, comme dans les impôts. Le financement de l'économie par le déficit budgétaire est toujours là. Les dépenses gouvernementales s'accroissent encore.

Notre vie comporte aujourd'hui un aspect déplorable: nous traversons une période de chômage élevé aussi bien que de forte inflation. Je développerai ces points dans la suite de mon discours. Je m'inquiète de voir chaque année l'énormité des frais gouvernementaux. Ma philosophie politique étant le conservatisme de droite, je crois que l'entreprise privée, que l'homme d'affaires indépendant, comme le député de Calgary et d'autres, peut exécuter mieux que le gouvernement. Je l'ai cru toute ma vie. Pourvu qu'on lui donne franchement la chance, l'entreprise privée peut accomplir sa tâche mieux qu'un gouvernement. Je m'inquiète de voir le gouvernement exercer de plus en plus son emprise sur nos vies, du berceau à la tombe, et s'immiscer de plus en plus dans notre économie. Voici la suite de l'article en question:

• (1.10 p.m.)

M. Benson dit qu'il veut aider la petite entreprise. Les petites sociétés paient maintenant un impôt de 21 p. 100 sur la première tranche de \$35,000, et ensuite 50 p. 100 sur le reste. C'est dire que leur impôt augmente de 4 p. 100 immédiatement, qu'aucune réduction n'est prévue. Mais celui des grandes entreprises sera réduit de 1 p. 100 par année, au cours des quatre prochaines années. De fait, il aide la grande entreprise en haussant les impôts des petites.

Le Canada adoptera l'impôt sur les gains en capital. Il fallait s'y attendre: il est un des derniers pays du monde occidental à le faire. C'est peut-être l'impôt le plus équitable du budget de M. Benson vu que la moitié seulement des gains seront imposables. Il y a loin de là à ce qu'on proposait dans le Livre blanc sur la réforme fiscale: même les maisons auraient été assujetties à cet impôt. Seul un tollé général au Canada en a empêché l'adoption.

M. Benson a été félicité et critiqué pour son budget. Nous prévoyons que dans les jours à venir, alors que tous les aspects auront été digérés, les éloges se volatiliseront considérablement.

J'en suis moi-même persuadé.

Ce débat a donné lieu à des discours intéressants. Celui du député de Trinity (M. Hellyer) m'a tout particulièrement intéressé. C'est un homme d'affaires de grande expérience, un ancien ministre du cabinet actuel et un candidat à la direction de son parti, et il a porté contre le gouvernement les accusations les plus virulentes que j'aie jamais entendues à la Chambre des communes. Et il s'agissait d'un député siégeant au banc des ministres. J'aimerais reprendre certaines de ses paroles. Il a déclaré que la politique économique du gouvernement déchirait le pays. Il a ajouté:

Dans toute ma vie, je n'ai jamais vu autant de querelles, de mécontentement et de frustration comme on en rencontre partout, sauf chez les naïfs, les bien nourris et les suffisants.

Que voilà une accusation accablante! J'ai mentionné plus tôt que nous étions aux prises avec les deux fléaux de l'inflation et du chômage. Il n'y a pas tellement longtemps, j'ai vu une caricature dans un grand quotidien. Il présentait deux chômeurs assis dans un parc, affamés et piteux. L'un disait à l'autre: «N'est-ce pas un réconfort de savoir qu'on est désaisonnalisé?» Les caricaturistes peuvent être fort acerbes.

[M. MacRae.]

Je suis sorti de l'école juste à point pour heurter de front la crise économique. Les dix années de 1930 à 1940 ont été l'occasion d'amères réflexions. Nous échappions à peine à la crise en 1940. Le vieux cliché «les temps durs des Tories» est l'un des plus injustes ayant jamais été formulés: tout le monde occidental souffrait d'un affaissement économique à l'époque. Quoi qu'il en soit, l'expérience a été néfaste à tous ceux qui l'ont subie.

Le chômage doit être aujourd'hui une funeste expérience pour le demi-million d'hommes et femmes qui cherchent en vain du travail. Je sais que l'expérience est fatale à la jeune génération munie de diplômes, maîtrises ou doctorats et pourtant incapable de trouver du travail. Comme instituteur, j'ai cru pendant de nombreuses années que l'instruction tenait lieu de tout. Si seulement nous pouvions pousser nos jeunes à l'université, les passer par les écoles, leur permettre de poursuivre leurs études, tout s'arrangerait. L'expérience des dernières années a prouvé que là n'était pas la réponse.

Nous avons dépensé des sommes fabuleuses pour l'éducation et nous y consacrons encore des sommes considérables; malgré tout, d'horribles émeutes éclatent dans nos universités. L'université Columbia, l'une des meilleures universités au monde, en est un exemple. Elle s'est écroulée il y a deux ans. Le sort des chômeurs donc, qu'ils soient instruits ou non, doit nous préoccuper constamment. Leur mauvaise fortune doit nous émouvoir. Malheureusement, je ne crois pas que le budget fasse quelque chose pour eux. Il ne favorise pas l'expansion économique. Il n'a pas été conçu en fonction d'une politique de plein emploi. Il faut que nous prenions des mesures économiques pour aider ces personnes.

J'aborde maintenant la question de l'inflation. L'inflation affecte surtout ceux qui ont un revenu fixe, les pensionnés, les anciens combattants qui touchent une allocation, les personnes âgées et tous ceux qui sont parfois trop fiers pour accepter tout genre d'aide. Ils vivent peut-être de quelques milliers de dollars d'économies qu'ils ont pu accumuler, dans les affaires en travaillant, avant leur retraite. Ils croyaient être à l'abri de tout souci. Les députés reçoivent sûrement des lettres semblables à celles qui me parviennent. Celui qui met de côté \$200 par mois durant la période de sa vie active, fort de la pensée que ses économies lui suffiront s'expose à d'amères déceptions. L'inflation et le chômage sont là comme deux grands spectres projetant leur ombre sur le visage de notre économie. Je souhaite de tout cœur au gouvernement tout le succès possible dans sa lutte contre ces deux fléaux.

J'aimerais terminer mon intervention par deux citations, dont l'une est extraite d'une allocution que prononçait récemment le D^r Larkin Kerwin, vice-recteur de l'Université Laval à l'Université St-François-Xavier, dans les Maritimes et où il a dit notamment:

De même que le génie poussé à ses limites a eu comme objectif la production des biens matériels pour le peuple, sans souci aucun des conséquences que cela pouvait entraîner (nous en avons hérité la pollution), ainsi en est-il de la législation sociale dont l'objectif est de satisfaire les désirs et les besoins humains sans qu'on se soit demandé un moment de quoi demain serait fait, et nous voilà aux prises avec la pollution sociale.

Il ne s'agit certes pas là de refrains légers mais je suis convaincu qu'ils collent à la réalité et c'est précisément